Avant-projet de règlement grand-ducal portant organisation de la Conférence Nationale des Élèves

Exposé des motifs et commentaires des articles

Le projet de règlement grand-ducal abrogeant et remplaçant le règlement grand-ducal du 12 mars 1998 portant organisation de la Conférence Nationale des Elèves a pour but d'assurer un meilleur fonctionnement de la Conférence Nationale des Elèves et de lui donner une structure plus dynamique et innovatrice.

La conférence est un organe consultatif qui :

- traite les sujets d'actualité concernant l'Education Nationale ;
- formule des prises de positions sur toutes les questions qui se rapportent à la vie des élèves dans le contexte scolaire ;
- regroupe les doléances des membres de la Conférence Nationale des Elèves ;
- encourage les actions positives des différents comités d'élèves ;
- nomme des représentants au Conseil Supérieur de l'Education Nationale, au Conseil Supérieur de la Jeunesse et au Comité à la Formation Professionnelle.

Selon l'article 3 du règlement grand-ducal actuellement en vigueur, la Conférence Nationale des Elèves doit se réunir au moins une fois par trimestre sur convocation du Ministre.

Vu la faible participation aux différentes réunions, plus de la moitié des lycées n'étant pas représentés, les délégués étaient souvent dans l'impossibilité de prendre une décision, alors que l'article 8 de l'actuel règlement exige la présence de plus de la moitié des membres pour pouvoir délibérer.

Le nouveau projet prévoit la possibilité d'une seconde réunion si le quorum n'est pas atteint lors de la première réunion, avec la faculté de délibérer même en présence de moins de la moitié des membres.

Le projet innove également en permettant les votes par correspondance et par procuration.

Une autre innovation significative est la création d'un bureau exécutif de 5 personnes élues par la Conférence, ce bureau ayant pour mission d'assurer une permanence à la tête de la Conférence Nationale des Elèves afin de diriger ses travaux. Ce bureau est également chargé de convoquer les réunions, en lieu et place du Ministre.

Il convient également de relever que la durée du mandat des membres de la Conférence est portée de un à deux ans et que des suppléants sont prévus.

Il s'agit là des principales modifications ayant pour but d'assurer un meilleur fonctionnement de la Conférence Nationale des Elèves et de réduire la paralysie ou l'inertie résultant de certaines imperfections des anciennes structures.

Le projet n'est pas accompagné d'une fiche financière, car il n'occasionne pas de frais.

Texte de l'avant-projet de règlement grand-ducal

Nous Henri, Grand-duc de Luxembourg, Duc de Nassau ;

Vu la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue, notamment son article 45 ter ;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Education Nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrêtons :

Art. 1^{er}. Dans chaque lycée et lycée technique, le comité d'élèves désigne en son sein un membre effectif et un membre suppléant à la Conférence Nationale des Elèves, appelée par la suite Conférence. Les membres de la Conférence sont désignés pour la durée de deux ans.

Art. 2. La Conférence est une plateforme indépendante de représentation des élèves au niveau national. Elle a les attributions suivantes:

- elle est un organe consultatif et fait le lien entre le Ministère de l'Education Nationale et les élèves;
- elle représente les élèves auprès du ministre ayant l'Education Nationale dans ses attributions, appelé par la suite le ministre, et auprès de tous les autres partenaires scolaires nationaux;
- elle désigne en son sein le(s) représentant(s) des élèves au Conseil Supérieur de l'Education Nationale, au Conseil Supérieur de la Jeunesse et au Comité à la Formation Professionnelle ;
- elle peut désigner en son sein des représentants à des groupes de travail du Ministère de l'Education Nationale, ainsi que d'autres Ministères, auxquels ils voudraient associer les élèves ;
- elle peut formuler des avis et propositions sur toutes les questions concernant la vie des élèves et leur travail au sein de l'enseignement secondaire et secondaire technique ainsi que sur tout sujet concernant la jeunesse ;
- elle peut former des commissions spéciales consultatives appelées à délibérer séparément sur des questions qui intéressent plus particulièrement les groupes respectifs d'élèves;
- elle coordonne les activités des comités d'élèves et veille à leur fonctionnement;
- elle peut assumer le rôle de médiateur entre les comités d'élèves et les directions des lycées.

Art. 3. La gestion de la Conférence est assurée par un bureau exécutif élu lors de la session initiale de la Conférence à la majorité simple des voix, composé comme suit:

1. d'un président
2. d'un 1^{er} vice-président,
3. d'un 2^e vice-président,
4. d'un secrétaire général,
5. d'un secrétaire adjoint

Leur mandat est de deux ans et est renouvelable.

La Conférence arrête un règlement d'ordre interne portant sur toutes les modalités de fonctionnement non reprises dans le présent règlement. Le règlement d'ordre interne est adopté avec une majorité de 2/3 par l'assemblée des membres.

Art. 4. La Conférence se réunit au moins deux fois par trimestre sur convocation du bureau. En outre, elle peut également être convoquée si le bureau ou un total de 20 % des membres de la Conférence le juge nécessaire.

Art. 5. Les réunions de la Conférence ont lieu si possible en dehors des heures de classe.

Art. 6. La Conférence ne peut délibérer que si plus de la moitié de ses membres sont présents. Les décisions de la Conférence sont prises à la majorité simple des voix des membres présents. Si le quorum nécessaire à la prise de décision n'est pas atteint, une deuxième réunion, qui devra avoir lieu à une date ultérieure, peut être convoquée pour reprendre les points soumis à une décision. Lors de cette deuxième réunion l'atteinte d'un quorum n'est plus nécessaire et les décisions sont prises à la majorité simple des voix des membres présents. Les votes par correspondance et par procuration sont permis et sont pris en compte pour le calcul du quorum.

Art.7. Le Ministre assiste la Conférence quant aux aspects suivants de sa mission : secrétariat administratif, logistique, soutien aux comités d'élèves, mise en réseau des comités d'élèves, communication interne et externe de la Conférence.

Art. 8. Les membres de la Conférence ne sauraient être personnellement incriminés pour les positions qu'ils sont appelés à défendre dans l'exercice de leur mandat. Ils sont tenus, dans l'exercice de leur mandat, de respecter la liberté de conscience et la dignité des personnes.

Art. 9. Le présent règlement doit être communiqué et expliqué par le/la régent(e) à tou(te)s les élèves au début de chaque année scolaire.

Art. 10. Le présent règlement, qui abroge le règlement grand-ducal du 12 mars 1998 portant organisation de la Conférence Nationale des Elèves, entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015. La première réunion de la Conférence a lieu dans le mois suivant l'entrée en vigueur du présent règlement.

Art. 11. Notre Ministre de l'Éducation Nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.